

TRENTE ANS PLUS TARD, LE LONG DU FLEUVE SÉNÉGAL... L'ENQUÊTE DE LA MISOES À L'ÉPREUVE DU TEMPS

*Christophe Z. GUILMOTO**

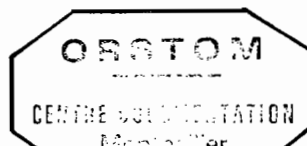
La première étude entreprise par Pierre CANTRELLE au Sénégal – l'enquête réalisée en 1957-1958 sur la vallée du fleuve Sénégal – occupe toujours une place centrale dans les études sur la vallée, plus de trente-cinq ans après le début des opérations de terrain¹. Il semble donc prometteur, à l'occasion de cette publication offerte à Pierre CANTRELLE, de reprendre une nouvelle fois La Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal et de confronter terme à terme les résultats de cette étude pionnière avec ceux issus d'études plus récentes conduites dans la région. Le Futa Tooro a en effet changé entièrement de physionomie depuis trois décennies, et son image ancienne de région arriérée, affaiblie par la pression coloniale, a cédé la place au profil avantageux de pôle de croissance de l'agriculture moderne dans un monde rural sénégalais en proie à la crise économique-climatique. Ce bilan devrait offrir l'occasion de comparer les effets respectifs des dynamiques récentes sur la société et l'économie rurale de la moyenne vallée et de constater à ce propos la relative inertie démographique qui contraste avec la rapidité des changements économiques.

Nous nous sommes pour ce faire cantonnés à certaines variables dérivées de deux sources récentes, encore peu exploitées et qui correspondent à la thématique démo-économique du programme "Démographie et Développement"² ; il s'agit, d'une part, du recensement de 1988, le second à être mené dans le Sénégal indépendant, et d'autre part d'une enquête sur un échantillon d'environ 900 ménages débutée en 1992. La première partie de ce

* Démographe, ORSTOM

1. Voir par exemple les appréciations sur la richesse et la qualité de l'enquête dans l'étude la plus récemment publiée sur la vallée : park (1993 : 14-15).

2. Ce travail s'inscrit dans le programme "démographie et développement dans la moyenne vallée du Sénégal" de l'ORSTOM et de la Direction de la Statistique et de la Prévision du Sénégal. Je remercie Papa Demba DIOUF pour ces commentaires sur ce texte.



chapitre sera consacrée à la présentation de ces différentes sources et des nécessaires limites fixées à notre analyse diachronique. La confrontation, à trente ans d'intervalle, de ces résultats d'enquête sera en premier lieu centrée sur le paysage socio-économique, qui a connu de profondes transformations, mais on s'attardera plus, dans la seconde partie, sur les données démographiques pour lesquelles la contribution de Pierre CANTRELLE fut décisive.

LES SOURCES

L'enquête de la MISOES (mission socio-économique du fleuve Sénégal) s'est déroulée entre 1957 et 1958, et se décompose en de nombreuses sous-enquêtes, indépendantes par leur échantillon, leur calendrier et évidemment leur thématique. La région étudiée, la moyenne vallée du fleuve Sénégal, s'étend d'ouest en est des confins du pays wolof (Dagana) à la lisière du pays soninké (Dembakané) ; elle couvre donc pratiquement l'ensemble de la zone de peuplement toucouleur, mais comprend également une large part de population, souvent nomade, composée de Maures (sur la rive droite) et de Peuls, ainsi que de nombreuses localités à peuplement wolof ou soninké. Un peu plus du quart des habitants recensés résidait sur la rive mauritanienne.

Si le plus large de ces volets d'enquête, du moins par la taille de l'échantillon constitué (plus de 40.000 personnes), est le recensement démographique, qui comprenait de surcroît un second passage un an plus tard, des observations intensives sur des strates plus petites ont permis le relevé d'informations extrêmement riches sur l'état clinique de la population, les pratiques agricoles ou la consommation des ménages. Dans la plupart de ces domaines, force est de reconnaître que rares sont les études qui ont depuis pu assembler des informations d'une telle qualité, même si ponctuellement des recherches socio-économiques sont venues parfaire nos connaissances au Sénégal ou en Mauritanie. Les résultats de certains volets de l'enquête de la MISOES demeurent uniques dans leur ambition, notamment les examens médicaux dont s'est principalement chargé Pierre CANTRELLE et qui fournissent du Futa Tooro une photographie sanitaire restée sans équivalent depuis cette époque.

Le recensement général de la population et de l'habitat de 1988 (RGPH 1988) fournit un décompte démographique exhaustif de la partie sénégalaise de la

moyenne vallée, qui fait partie aujourd'hui de la région de Saint-Louis. Les données informatiques brutes du recensement permettent de recomposer la zone d'étude de la MISOES³. Bien que le changement de nomenclature ou de découpage administratif depuis la période coloniale empêche de comparer les unités terme à terme, on peut considérer que la partie sénégalaise de l'étude de 1957 recouvre aujourd'hui l'ensemble des départements de Podor et de Matam (moins l'arrondissement de Ranerou situé dans le jeeri), plus l'arrondissement de Mbane et la commune de Dagana. Les zones urbaines y sont constituées par trois "escales" de l'époque coloniale, à savoir Dagana, Podor et Matam.

L'enquête démo-économique de 1992-1993, conduite par l'ORSTOM et la Direction de la Statistique et de la Prévision, constitue une source complémentaire d'informations contemporaines, notamment sur l'évolution économique et les comportements migratoires. Elle est toutefois plus limitée dans sa couverture, car elle correspond à un échantillon stratifié de 900 ménages à l'intérieur du département de Podor (arrondissements de Thillé-Boubacar et de Gamadji).

La comparaison de ces trois sources pose naturellement de fréquents problèmes de correspondance, aussi bien dans la couverture géographique déjà évoquée que du fait de nomenclatures changeantes ; dans la mesure du possible, disposant pour les enquêtes récentes des données brutes, on s'est essayé à reconstruire les données selon les classifications de l'étude de la MISOES (classes d'âge, groupe ethnique etc.), mais les glissements de définition et la qualité différentielle du recueil de l'information sont à l'origine de difficultés parfois insurmontables qui empêchent la confrontation systématique des tableaux des différentes sources.

PANORAMA ÉCONOMIQUE

Il n'est guère contestable que l'orientation économique de la région du fleuve est celle qui, en trente ans d'indépendance, a enregistré les changements les plus

3. Les données régionales déjà publiées, regroupées dans deux publications du recensement indiquées en bibliographie, seraient insuffisamment détaillées pour notre entreprise comparative. Je remercie Madame Awa THIONGANE et Monsieur Salif NDIAYE de m'avoir donné accès aux données originales. L'appui logistique de Hervé CHEVILLOTTE s'est en outre avéré crucial pour la mise en place de la base informatique.

importants à l'intérieur du monde rural sénégalais. En effet, le rôle dominant de la combinaison arachide/mil a peu changé ailleurs dans les campagnes en dépit des vicissitudes de la production arachidière. La géographie agricole sénégalaise s'est donc maintenue dans ses grands traits, même si la diversification des cultures peut avoir eu localement un certain impact. Il n'en va guère de même pour la région de Saint-Louis, car le climat, le régime des eaux, les terres cultivées, les techniques employées et les choix culturels ont singulièrement évolué depuis les investigations de la MISOES, au point qu'il n'est guère possible, comme nous le verrons plus bas, de mettre en parallèle les observations faites à trente ans de distance, tant le paysage rural s'est altéré.

Une des plus inquiétantes transformations a totalement échappé à l'action des hommes et des femmes du Fouta Tora : la période sèche, qui a débuté à la fin des années soixante et provoqué la grave crise de 1972-1973, n'a depuis plus lâché son emprise sur l'ensemble de l'Afrique sahélienne. La baisse de la pluviométrie à Matam, au coeur du Fouta a été d'une ampleur tout à fait significative, abaissant le total annuel de près de 32 % et faisant reculer de 200 km l'isohyète 250 vers le sud. Le déficit s'est désormais maintenu suffisamment longtemps pour qu'on puisse évoquer la possibilité d'une rupture de tendance à long terme, renforcée par les effets aggravants de la désertification sur le couvert végétal, et non une simple crise passagère⁴.

L'agriculture pluviale (jeeri) constituait auparavant un des piliers de l'économie rurale et sa pratique sur des terres hautes, dont la quantité disponible excluait tout problème d'appropriation, était généralisée, avec des champs cultivés atteignant en moyenne 1,02 ha pour 1,49 ha cultivables par exploitation. A 0,3 t/ha, les rendements étaient sans nul doute très faibles, comme le montra l'enquête de 1957-58, et par ailleurs dangereusement irréguliers à l'instar du régime annuel des pluies dont ils dépendaient. Mais l'apport en main d'oeuvre requis étant plutôt modeste, ces cultures de mil avaient un rôle important dans les dispositifs productifs régionaux. En 1957, ce sont 85 % des exploitants de la vallée qui avaient mis en culture leurs champs de jeeri. Trente ans plus tard, lors de l'enquête démo-économique dans la région de Podor, la part de la culture de jeeri est devenue presque négligeable, puisque seules 22,5 % des

4. Voir LE BORGNE (1990), CARBONNEL et HUBERT (1992).

bien inférieures à la moyenne de 2,28 ha enregistrée en 1957-1958. Parmi les paysans, notamment les anciens, la disparition progressive de la culture de décrue nourrit les sentiments les plus amers sur le temps qui passe, d'autant que les calendriers conjoints du jeeri et du waalo, fondés sur les rythmes ancestraux de la mousson et de la crue, ont perdu toute leur dimension régulatrice. Les graves incertitudes et irrégularités de jadis, alors propres à susciter de manière récurrente de dramatiques crises de subsistance, n'ont toutefois pas laissé dans la mémoire paysanne une trace aussi nostalgique.

De manière plus succincte, nous relèverons que les activités pastorales comme halieutiques ont de la même façon directement pâti des effets des changements climatiques ou fluviaux⁶. La pêche traditionnelle, également très liée à l'écologie historique du Fuuta, ne peut se pratiquer comme autrefois, car l'écoulement et le renouvellement des eaux sont désormais défavorables au développement de la population des poissons. Les goûts se portent maintenant de plus en plus vers les poissons de l'océan, qu'apportent des camionnettes réfrigérées en provenance de la côte atlantique. Les pêcheurs ont vu leur part dans la population active masculine s'abaisser de 3,0 % (MISOES) à 1,4 % (RGPH 1988), tendance que l'enquête démo-économique confirme à une échelle plus étroite. L'élevage a pour sa part connu une crise grave lors de la sécheresse de 1972-1973 qui a provoqué une chute brutale de la population bovine, mais la géographie élastique des parcours de transhumance des bergers peuls leur a permis de mieux s'adapter à la pluviosité et aux aménagements. La légère progression constatée entre 1957 et 1988 sur la figure 1, si elle est en partie attribuable à l'omission de nombreuses familles nomades de l'enquête⁷, traduit toutefois la meilleure résistance des éleveurs aux conditions changeantes ; mais avec des troupeaux souvent plus petits, les revenus de l'élevage ne sont pas allés croissant.

par conséquent entre ménages de 1957 et ceux du RGPH 1988 ou de l'enquête de 1992-93, ces derniers collant de plus près à la notion de foyer.

6. Sur ces changements historiques, on se rapportera à la vision synthétique de BOUTILLIER et SCHMITZ (1987).

7. Cette hypothèse de sous-représentation des Peuls dans l'étude de la MISOES est confirmée par la distribution par groupe ethnique. Cf. Figure 2.

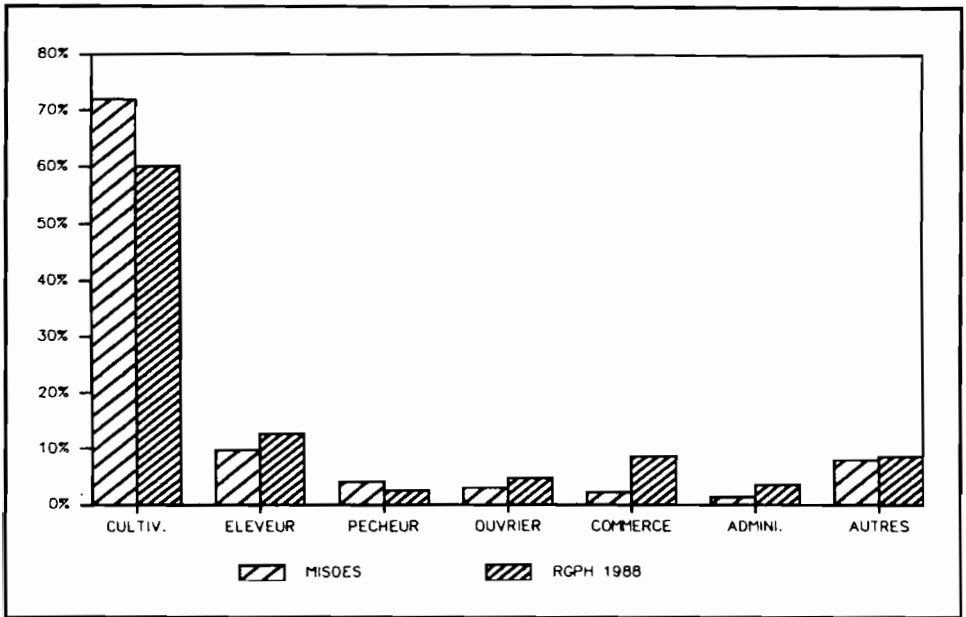


Figure 1 : Activité principale des hommes de plus de 14 ans.

A ce tableau si sombre de la rapide disparition d'un système productif traditionnel dont la diversité et la cohérence écologique avaient donné forme à toute l'organisation sociale haalpulaar, il faut à présent joindre le récit plus optimiste du développement de l'irrigation et des nouvelles cultures dans la vallée. En 1957, l'agriculture de décrue et sous pluie, avec les cultures de berge (falo), représentait l'ensemble de la production vivrière et les améliorations à apporter qu'envisageaient les auteurs de l'étude se limitaient à des aménagements protégeant les superficies inondées. Or, dès les années soixante, les expériences d'irrigation partielle se multiplient dans le Delta, puis sont étendues à différentes parties de la moyenne vallée sous l'égide de la SAED⁸. Entre la Mauritanie et le Sénégal, les surfaces irriguées recouvrent en 1988 plus de 55.000 ha et la majorité des villages du Fuuta ont désormais accès à l'irrigation, même si la superficie disponible par ménage est parfois très modeste. Lors de l'enquête de 1992, la proportion moyenne des exploitants

8. Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé. Pour des éléments plus détaillés sur l'irrigation dans le Fuuta Tooro, voir DIEMER et VAN DER LAAN (1987) et CROUSSE et al. (1991).

disposant de terres irriguées s'élevait à 70,4 %, soit 77,6 % en excluant la partie de notre échantillon située dans le jeeri le plus lointain, distant de plus de 30 km du fleuve. Il apparaît donc qu'en l'espace de 35 ans, à un rythme évidemment variable à l'échelon local, l'agriculture irriguée s'est graduellement substituée au système traditionnel en palliant les difficultés pluviométriques par un recours à la gestion contrôlée des eaux du fleuve.

Ces derniers chiffres présentés dissimulent toutefois certaines caractéristiques cruciales pour la compréhension de l'irrigation et de son impact, notamment les fortes inégalités en matière de répartition de ces surfaces et d'intensité culturale. Si la distribution, à l'origine tout à fait égalitaire à l'échelle villageoise, des parcelles irrigables réduit localement l'hétérogénéité entre les ménages, le degré d'irrigation varie grandement entre les localités, selon le hasard des sites et des initiatives d'aménagements. En sorte que 42,4 % des ménages de notre échantillon irriguent au plus 25 ares, et 9,3 % seulement disposent de plus d'un hectare. Ces disparités s'exacerbent dès que l'on prend en compte l'intensité culturale et, en fin de compte, la production annuelle, car si certaines zones connaissent déjà la pluri-culture annuelle et des formes de mécanisation, d'autres parviennent péniblement à une récolte par an, freinées en ceci par des difficultés de gestion, d'équipement ou de terrain. Les indicateurs de production irriguée (riz, tomates, oignons) font état d'un vaste déséquilibre à l'intérieur du Futa ; celui-ci, sans impliquer des différenciations exacerbées au sein de la paysannerie comme en de nombreuses régions nouvellement irriguées dans les pays en développement, souligne l'inégal bénéfice retiré jusqu'à présent par les paysans du développement de l'irrigation, et la vulnérabilité de nombre de ménages dont la dépendance actuelle vis-à-vis de l'agriculture traditionnelle, dans les conditions difficiles que l'on a évoquées, porte témoignage de leur marginalisation économique.

Une autre dimension méritant d'être mentionnée concerne la demande de main d'oeuvre en liaison avec les changements agricoles. L'intensification de la production que résume le passage de la culture de décrue à l'irrigation a évidemment entraîné une augmentation significative des besoins en travail par hectare mis en valeur. Les surfaces irriguées sont toutefois beaucoup plus réduites, et la pénurie de main d'oeuvre que craignaient certains observateurs est aujourd'hui marginale. L'embauche de travailleurs agricoles est restreinte à

LES FUUTANKOBÉ

Lors de l'enquête démographique de 1957, les habitants furent recensés par concessions, à l'intérieur desquelles étaient distingués les ménages (de type nucléaire), souvent assimilés aux exploitations agricoles. Cet effort de conceptualisation des groupes familiaux laisse subsister un flou que nous avons déjà évoqué à propos du foyer, l'équivalent local le plus proche du ménage censitaire de 1988. En se limitant par conséquent à l'échelle des concessions (ou carrés, galle), on remarque que la taille moyenne des unités est passée de 8,6 personnes par concession en 1957 à 10,4 en 1988. Cette augmentation est plus importante qu'il n'y paraît, car la moyenne de 1957 comprend une proportion très importante d'absents (voir plus bas). Si l'on rapporte les "ménages" de 1957 aux "noyaux" familiaux de 1988, il est frappant de constater que leurs effectifs moyens n'ont guère varié durant l'intervalle (respectivement 4,5 et 4,9 personnes), et que l'augmentation de la taille moyenne des concessions indique plutôt que les concessions accueillent aujourd'hui un plus grand nombre de ménages nucléaires qu'auparavant ; ce pourrait être un effet inévitable de la progression démographique à l'échelle familiale.

La figure 2, déjà évoquée, présente les répartitions par groupe ethnique ; les chiffres des travaux de la MISOES ne dissociant pas les deux rives, ils ne sont guère comparables à ceux du recensement sénégalais de 1988. L'affaissement prononcé de la population maure en trente ans s'explique ainsi par les zones prises en compte. De manière similaire, l'augmentation de la population des Peuls vient d'une meilleure prise en compte des zones arides de jeeri par le RGPH. Il est toutefois coutumier de nos jours de rassembler Toucouleurs et Peuls sous le même label de Haalpulaar, lesquels représentent en 1988 plus de 80 % des habitants de la rive gauche.

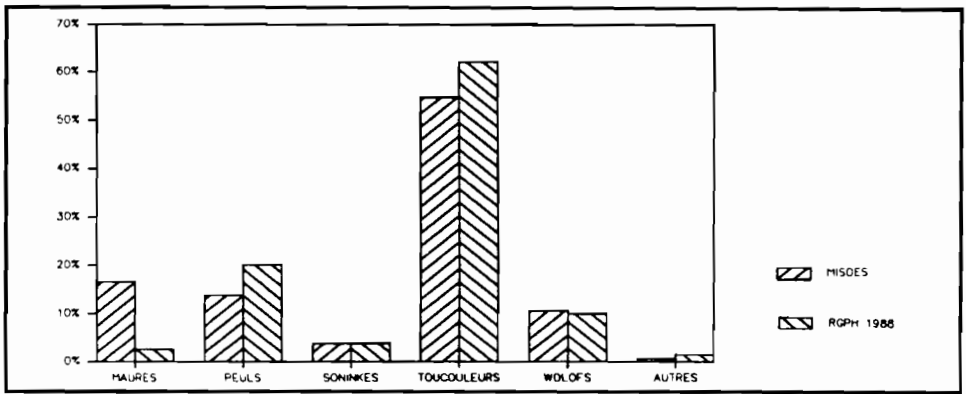


Figure 2 : Répartition de la population par groupe ethnique.

La population suivie entre 1957 et 1988, c'est-à-dire la partie sénégalaise, a connu un accroissement considérable puisqu'elle est passée de 200 700 à 407 976 habitants. Toutefois, le sondage de la MISOES indique un sous-enregistrement administratif de 25 %, nous conduisant à estimer à 250 000 personnes la population sénégalaise de 1957, soit un taux d'accroissement annuel de 15,7 pour 1 000. Ce chiffre, largement inférieur à la moyenne sénégalaise sur ces dernières décennies qui oscille entre 23 et 27 pour 1 000, traduit avant tout la déperdition migratoire sur laquelle on reviendra. On peut toutefois rapprocher ce chiffre des taux d'accroissement intercensitaires récemment mesurés, sur une base statistique plus ferme que pour les autres époques⁹ ; en 1976-1988, le taux d'accroissement annuel de la même région fut de 15,8 pour 1 000, chiffre étonnamment similaire à notre estimation 1957-1988. Même si la prudence statistique incite à ne point trop gloser sur cette correspondance, il mérite d'être souligné dès à présent que la progression démographique de la région est demeurée très modérée, et que cette tendance semble s'être maintenue au fil des décennies en dépit de la cadence accélérée des transformations socio-économiques.

La population urbaine, constituée ici par les trois "escales" de Dagana, Matam et Podor, a enregistré sur la même période une croissance plus soutenue, triplant de taille quand l'ensemble régional ne faisait que doubler. Mais encore une fois, ce dynamisme en partie nourri de l'implantation bureaucratique – ces trois villes

9. Chiffres plus détaillés pour la région de Saint-Louis dans GUILMOTO (1991).

étant les préfectures de leur département – est assez modeste face à l'attraction urbaine des pôles de croissance. Ainsi Richard TOLL, bourgade insignifiante lors de l'étude de la MISOES, avait dès 1988 une population avoisinant celle du total des trois préfectures¹⁰ ; à l'heure où ce texte s'écrit, il est fort probable que Richard TOLL, poursuivant la croissance liée à l'implantation de la Compagnie Sucrière Sénégalaise, aura dépassé démographiquement les trois escales. De la même façon, de nouvelles petites agglomérations comme Ndoum et Ourossogui, qui étaient encore dépourvues en 1988 du statut communal, connaissent un essor soutenu, causé notamment par leur position avantageuse sur l'axe routier reliant Saint-Louis à Bakel ; inversement, la proximité du fleuve est devenue pour les localités coloniales un symbole de leur relégation progressive.

La composition démographique régionale de 1957 à 1988 a conservé la même structure de base, à savoir celle d'une population jeune en raison d'une fécondité vigoureuse, mais fortement déséquilibrée par le déficit migratoire masculin. Ce rapide bilan découle de l'examen des structures par sexe et par groupe d'âges qui ont été résumées sur les figures 3 et 4, pour lesquelles ont été retenues à titre de comparaison la population rurale non nomade (MISOES) et la population rurale de jure (RGPH 1988). L'effet de la migration sur le rapport de masculinité est très prononcé, puisqu'à partir des jeunes âges adultes, on observe un "décrochage" de ce rapport qui plonge en dessous du niveau de 0,7 homme par femme après 25 ans. La masculinité des effectifs se redresse pour atteindre des niveaux plus conformes à la moyenne chez les personnes âgées. On notera toutefois que la courbe hautement perturbée de l'enquête de la MISOES pour certains groupes d'âges suggère que ces données sont à interpréter avec extrême prudence ; en 1988, les rapports de masculinité sont au contraire d'un profil assez lisse, en relation étroite avec ce que l'on connaît par ailleurs du calendrier de la migration.

10. Sur le cas atypique, mais passionnant de Richard TOLL, voir LE ROY (1991).

qu'aux jeunes enfants qui peuvent être aussi bien des enfants de migrants séjournant avec leurs parents que des enfants confiés à l'extérieur du ménage. De la même façon, la sélectivité sexuelle de la migration est une fonction croissante de l'âge comme le montre l'évolution du rapport de masculinité qui d'un niveau équilibré parmi les moins de dix ans (environ 1), s'élève régulièrement avec l'âge de la population classée absente.

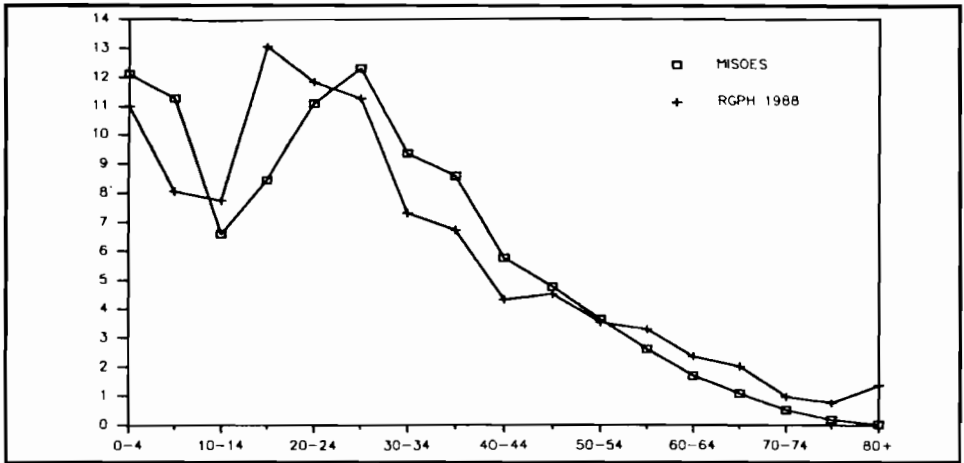


Figure 5 : Répartition par groupe d'âges de la population absente.

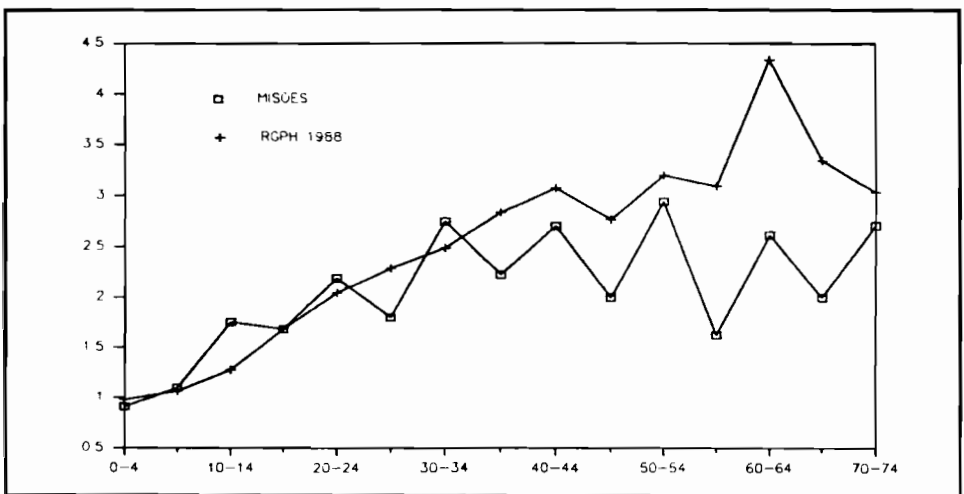


Figure 6 : Rapport de masculinité de la population absente par groupe d'âges.

Les décalages entre ces deux courbes résultent de la définition plus limitative adoptée en 1988 pour déterminer les résidents absents. En conséquence, les absents de 1988, parmi lesquels les personnes en déplacement de courte durée sont en plus grand nombre, comptent plus de jeunes adultes circulant sans enfant, et parmi les plus vieux, des effectifs masculins plus importants. La régularité de la courbe du rapport de masculinité en 1988 découle de la meilleure qualité du recensement en matière d'estimation de l'âge, et de la taille des populations en jeu. En sorte que les populations présumées migrantes semblent très semblables d'une source à l'autre, n'étaient les variations de nomenclature. L'hémorragie migratoire a conservé une importance majeure dans la régulation démographique régionale, et les recherches menées en 1992-1993, plus précises dans l'identification des membres du ménage en migration de longue durée, conduit à des estimations peu éloignées des chiffres de la MISOES (23,0 % de résidents absents). Si les destinations des migrants et les durées des séjours à l'extérieur ont quelque peu changé depuis la fin de l'ère coloniale, l'intensité du phénomène demeure suffisamment élevée pour infléchir durablement la croissance démographique, voire l'annuler en certaines régions de la moyenne vallée dont la population stagne.

Les chiffres disponibles permettent également d'évaluer les transformations du système matrimonial en trente ans, d'autant mieux que les risques d'erreur sont plus limités. Sans reproduire ici les chiffres détaillés des tables de nuptialité, nous nous en tiendrons à quelques indicateurs synthétiques figurant sur le tableau suivant. Encore une fois, les changements mesurés ont été limités. L'universalité du mariage, mise en évidence en 1957, s'est légèrement réduite, mais la population des célibataires définitifs est encore trop faible pour avoir un grand impact sur le marché matrimonial. On relève par contre une lente convergence entamée entre les âges au mariage de chaque sexe, autrefois séparés de plus de 10 ans ; ce rapprochement est l'effet conjoint d'un rajeunissement de l'âge au mariage parmi les hommes, et d'un retard parmi les femmes.

Tableau I
 Âge au premier mariage, célibataires à 50 ans, polygamie masculine et
 différence d'âge au mariage entre les sexes,
 milieu rural

	MISOES 1957	RGPH 1988
Hommes		
âge médian au mariage	26,9	25,9
âge moyen au premier mariage	26,9	26,1
pourcentage de célibataires à 50 ans	0,4	1,6
nombre moyen d'épouses par homme marié de 35 ans	1,12	1,21
nombre moyen d'épouses par homme marié de 50 ans	1,40	1,41
Femmes		
âge médian au premier mariage	16,3	17,4
âge moyen au premier mariage	16,4	17,7
pourcentage de célibataires à 50 ans	0,0	1,6
Différence d'âge moyen au premier mariage	10,4	8,4
Note : âge moyen calculé par la méthode de Hajnal.		

Cette dernière évolution, qui se traduit par un recul très modeste de l'âge au mariage des femmes, est à mettre en rapport avec la lente élévation du degré d'instruction chez les femmes ; le pourcentage des femmes qui lisent et écrivent le français n'est en 1988 que 5,1 % des plus de 6 ans, contre pratiquement 0 % auparavant. Ce pourcentage n'est guère promis à une évolution rapide, car il ne dépasse pas 14 % parmi les jeunes filles de 10-13 ans de 1988. La population masculine, dont le degré d'alphabétisation culmine à 25,5 % dans la même tranche d'âges des 10-13 ans, ne possède qu'un léger avantage en termes d'instruction "à la française"; les hommes sont en revanche assez

nombreux à avoir suivi une scolarité traditionnelle auprès d'un marabout, et la connaissance de l'arabe est plus fréquente que celle du français au delà de 35 ans.

Les données de la MISOES ne permettent pas d'évaluation très poussée de l'évolution de la polygamie masculine ; sur le tableau I, la comparaison du nombre d'épouses à différents âges indique une intensité similaire du phénomène entre les deux périodes, en même temps qu'un léger rajeunissement que traduit l'augmentation du nombre moyen d'épouses parmi les hommes de 35 ans. Ce mouvement observé en 1988, plus marqué que ne le suggérerait la baisse masculine de l'âge au premier mariage, est intrigant ; en effet, la diminution de l'écart entre les âges moyens au mariage devrait au contraire agir négativement sur la polygamie, car cette dernière dépend précisément du déséquilibre entre les effectifs d'hommes et de femmes mariables. Mais jointe aux remarques faites sur la primo-nuptialité, on peut conclure provisoirement que les transformations du système matrimonial, illustrées par la relative stabilité des distributions des effectifs par statut matrimonial, doivent avoir eu un impact modéré sur le régime reproductif.

Examinant à présent les indicateurs de la fécondité, on découvre à nouveau l'étonnante régularité des comportements dans la moyenne vallée qui justifiait les hypothèses avancées plus haut à propos de la stabilité des dynamiques démographiques. La figure 7, qui rassemble des taux de fécondité par groupe d'âges (selon le découpage de la MISOES) recueillis à trente ans d'intervalle, superpose des courbes qui sont à peine discernables. Les indices résumant la mesure de la fécondité ne disent pas autre chose. Ainsi, la somme des taux de fécondité (alias indice synthétique) passe de 6,05 à 6,01 enfants par femme entre 1957 et 1988, alors que l'âge moyen à la fécondité calculé à partir des taux demeure à 28,9 ans sur les deux périodes. Le taux de natalité baisse, mais sous l'effet des variations suspectes de la structure par âge. Ces estimations sont loin d'être au-dessus de tout soupçon statistique, car leurs niveaux autour de six enfants par femme sous-estiment probablement la fécondité effective que d'autres sources de meilleure qualité placeraient plutôt vers 7 enfants par femme (enquête EDS I de 1986, notamment). L'effet de l'intense mortalité néonatale sur le nombre d'enfants décédés avant leur baptême est direct sur le

degré d'omission constaté¹⁴.

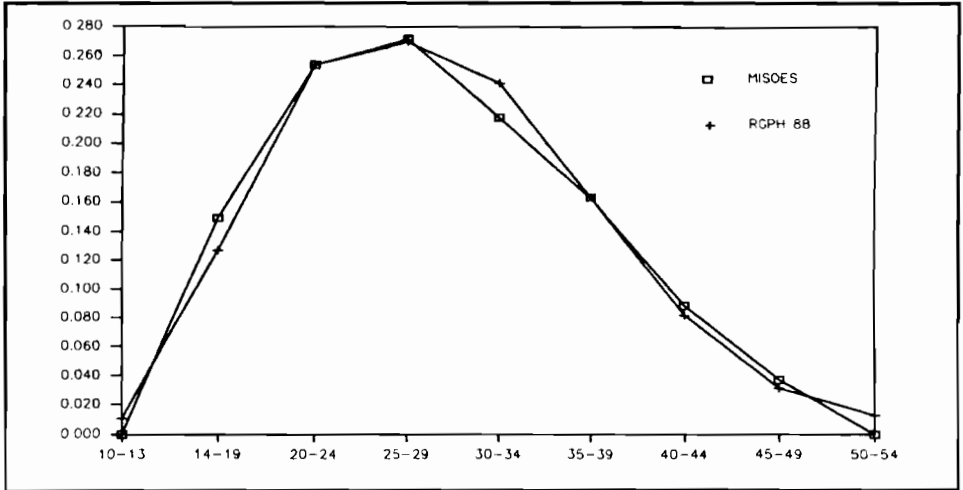


Figure 7 :Taux de fécondité par groupe d'âges.

Les résultats de ces deux enquêtes, au moins en termes relatifs, fournissent ainsi une image apparemment immobile de la fécondité, sans aucun effet appréciable du (léger) rajeunissement de l'âge au mariage des femmes précédemment mentionné, et suggèrent que toutes les modifications des comportements qu'on aurait pu pressentir (allaitement, durée d'abstinence etc.) sont restées sans conséquence. Les variations dans les variables intermédiaires de la fécondité sont donc restées minimales, ou bien se sont neutralisées. Ce qui signifie pour les femmes en particulier, et pour les couples en général vu la stabilité du régime matrimonial, une histoire reproductive aux contours inchangés, à une époque par ailleurs agitée de l'histoire socio-économique régionale. Faudrait-il en conclure que les comportements reproductifs ne constituent pas, dans le système social de la moyenne vallée, un levier par lequel agir sur l'économie domestique ? Nous ne pouvons ici qu'avancer les

14. Cet effet de sous-estimation de la fécondité par omission a tout lieu d'avoir été plus prononcé lors du recensement de 1988 que lors de l'étude de la MISOES qui a porté une attention beaucoup plus fine à la fécondité et à la mortalité, et dont les résultats en matière de mortalité infantile ne sont d'ailleurs pas démentis par les estimations indirectes par la méthode des enfants survivants.

premiers éléments d'une réflexion plus large. On constate en effet que si la fécondité, la mortalité et la migration sont restés des composantes stables de la démographie du Fouta, certains différentiels existent. Par exemple, en termes de fécondité, on assiste à des réponses différentes selon le facteur d'innovation. Sans rentrer dans un examen approfondi, on notera les effets différents de l'éducation et de la vie citadine sur les taux de fécondité de 1988. La maîtrise du français a pour principal effet de retarder la fécondité, mais un rattrapage s'opérant après 35 ans, la fécondité totale des femmes reste la même. En revanche, les femmes des trois localités urbaines, qui enregistrent pareillement un retard de calendrier de procréation, voient leur fécondité totale s'abaisser d'environ 20 %, en l'absence de sur-fécondité après 35 ans¹⁵.

CONCLUSION

On vient de voir que des migrations à la fécondité, les comportements n'ont guère varié en l'espace de trois décennies. De la mortalité pour lesquelles les sources récentes nous font défaut, on n'entrevoit qu'un mouvement assez lent jusque dans les années 1980. Car le niveau de la mortalité infanto-juvénile, s'il s'est abaissé de 322 pour 1000 en 1957 à environ 200-220 pour 1000 en 1986¹⁶, reste extrêmement élevé, en vérité peu propice à induire une baisse rapide de la fécondité. Quant à l'espérance de vie à la naissance, que l'étude de 1957 plaçait à 39,2 ans, elle doit se situer aujourd'hui à environ 50 ans pour les parties rurales de la moyenne vallée. Il semble donc que les progrès enregistrés par la mortalité avant les années 1980, quoique substantiels en termes absolus, n'ont comblé qu'une part limitée du retard sanitaire de la région; les composantes centrales du régime démographique sont restées dans leur ensemble assez stables en trente ans, comme si la région au début des années 1990 était identique à celle étudiée par l'équipe de la MISOES. Or la

15. Ces remarques s'appuient sur des analyses complémentaires du RGPH non reproduites ici. A comparer avec les résultats préliminaires de l'EDS II, achevée en 1993, d'après lesquels l'éducation est un déterminant beaucoup plus actif dans la réduction de la fécondité que la simple résidence urbaine (chiffres provisoires présentés à Dakar en octobre 1993 par P. D. DIOUF, S. NDIAYE et I. SARR).

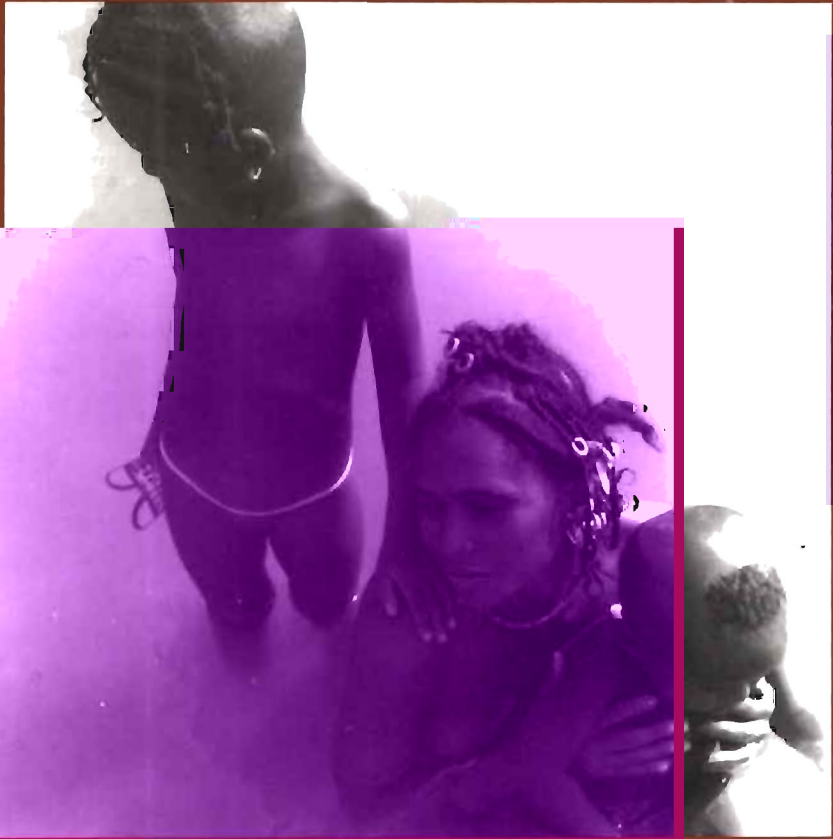
16. Estimation dérivée des chiffres de l'enquête EDS de 1986 pour l'ethnie "poullar" ou la région "nord-est". Cf NDIAYE et al. (1988 : 83). Les chiffres de l'EDS de 1993 font toutefois état d'un déclin accéléré de la mortalité infanto-juvénile, estimée désormais à 182 pour 1000 dans la région Nord-Ouest (informations aimablement communiquées par Papa Demba DIOUF).

première section de ce travail voulait à l'inverse souligner certains facteurs de la transformation rapide du milieu rural, sans même décrire ces aspects multiples : monétarisation de l'économie, changement dans l'organisation du travail, développement du commerce, transformations des structures politiques etc.

La démographie haalpulaar apparaît au contraire être restée à l'écart de ces métamorphoses de la scène socio-économique, comme indifférente à des conditions matérielles entièrement renouvelées. L'unité familiale a intégré avec souplesse les bouleversements de l'économie rurale. La principale transformation qu'elle enregistre serait un gonflement des effectifs, noté à l'échelle de la concession et serait sans doute due à une plus fréquente agrégation de ménages nucléaires, mais ce phénomène est trop mal connu pour être rapporté à l'ensemble des changements sociaux. Pourtant, l'impact réel de l'évolution économique, qui n'est sans doute pas immédiat, pourrait encore être dissimulé derrière l'inertie démographique de l'ensemble et ne se faire sentir que dans les années à venir. Ce travail a d'ailleurs évoqué d'importants facteurs de changement potentiel, aussi divers que les besoins de main d'oeuvre suscités par l'irrigation ou le déclin très récent de la mortalité infanto-juvénile, tout en soulignant que leurs effets respectifs (sur les migrations, sur la fécondité etc.) ne sont guère discernables aujourd'hui. Ces phénomènes annoncent pourtant la recomposition démographique à venir dans le Fuuta Tooro.

BIBLIOGRAPHIE

- BOUTILLIER (J.-L.), CANTRELLE (P.), *et al.* 1962 - *La moyenne vallée du Sénégal*, P.U.F., Paris.
- BOUTILLIER (J.-L.), SCHMITZ (J.), 1987 - "Gestion traditionnelle des terres (système de décrue/système pluvial) et transition vers l'agriculture irriguée. Le cas de la vallée du Sénégal", *Cahiers des Sciences Humaines*, 23, 3-4, 533-554.
- CARBONNEL (J.-P.), HUBERT (P.), 1992 - "Pluviométrie en Afrique de l'Ouest soudano-sahélienne. Remise en cause de la stationnarité des séries", in LE FLOC'H, E. *et al.* (éds.), *L'aridité. Une contrainte au développement*, Ed. de l'ORSTOM, Paris, 37-51.
- CROUSSE (B.), *et al.* (éds.), 1991 - *La vallée du fleuve Sénégal. Évaluations et perspective d'une décennie d'aménagements*, Karthala, Paris.



POPULATIONS DU SUD ET SANTÉ

PARCOURS ET HORIZONS

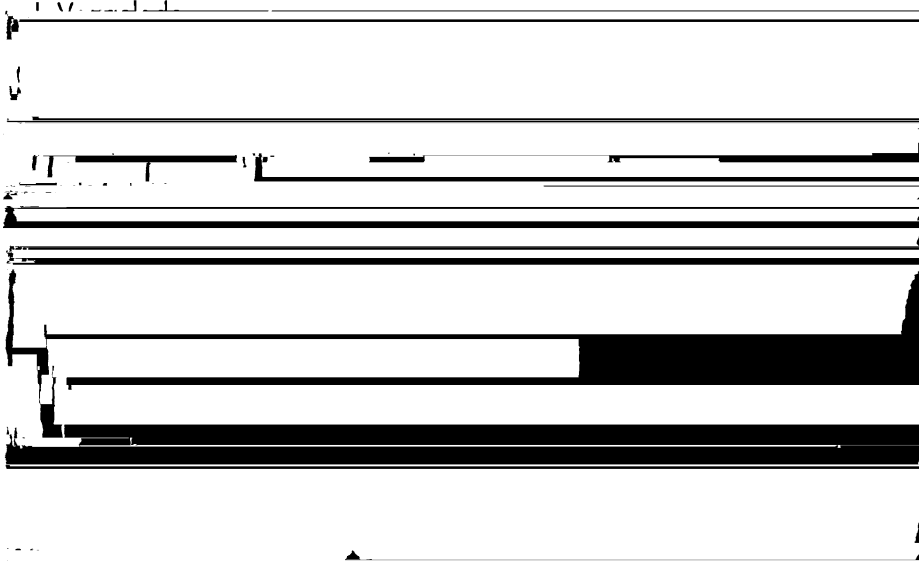


TABLE DES MATIÈRES

***	Sommaire.....	3
J. Némó	Préface.....	5
***	Présentation.....	9

PREMIÈRE PARTIE PIERRE CANTRELLE, L'HOMME ET LE CHERCHEUR

F. Gendreau, P. Livenais	Itinéraire Scientifique de Pierre Cantrelle.....	13
-----------------------------	--	----



	Clin d'oeil scientifique à visage humain.....	
F. Gubry	La nouvelle vie des anciens livres de démographie africaine.....	27
***	Bibliographie de Pierre Cantrelle.....	37

DEUXIÈME PARTIE L'OBSERVATION, DOMAINE D'INNOVATION

M. Garenne	La morbidité et les causes de décès - La contribution du démographe	57
------------	--	----

**TROISIÈME PARTIE
COMPLEXITÉ DES SITUATIONS, DIVERSITÉ DES ANALYSES**

P. Gazin	La mortalité infanto-juvénile et ses causes dans deux communautés rurales de l'ouest du Burkina Faso.....	135
A. Briend	Allaitement au sein, état nutritionnel, espacement des naissances et survie de l'enfant au Bangladesh.....	145
P. Gubry	Contribution à l'histoire de la mortalité au Cameroun (1890-1914) - L'apport de Kuczinsky.....	157
A. Franqueville	La mortalité infantile en Bolivie - Les raisons d'un retard à la baisse.....	169
B. Delpech	Malnutrition infantile chez les Noirs Marrons de Guyane et de Surinam.....	183
A. Guillaume, N. G. Koffi, P. Vimard	Santé de la mère et de l'enfant en Côte-d'Ivoire.....	201
J. Caldwell and P. Caldwell	The beginning of fertility decline in Sub-Saharan Africa.....	233
A. Froment	Biométrie contre génétique, ou comment aborder la variabilité biologique chez l'homme.....	245

**QUATRIÈME PARTIE
POLITIQUES DE POPULATION ET RECHERCHE DÉMOGRAPHIQUE**

D. Benoit	La planification familiale en Indonésie : des succès mais aussi des questions... et des problèmes en devenir.....	269
▲ Bahri	Politiques de population en Afrique.....	287